



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRESENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMPTE RENDU INTEGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

COMMISSION DE LA JUSTICE

Woensdag

Mercredi

13-02-2019

13-02-2019

Namiddag

Après-midi

| | |
|--------------|---|
| N-VA | Nieuw-Vlaamse Alliantie |
| PS | Parti Socialiste |
| MR | Mouvement réformateur |
| CD&V | Christen-Democratisch en Vlaams |
| Open Vld | Open Vlaamse Liberalen en Democraten |
| sp.a | socialistische partij anders |
| Ecolo-Groen | Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen |
| cdH | centre démocrate Humaniste |
| VB | Vlaams Belang |
| DéFI | Démocrate Fédéraliste Indépendant |
| PTB-GO! | Parti du Travail de Belgique – Gauche d'Ouverture! |
| Vuye&Wouters | Vuye&Wouters |
| PP | Parti Populaire |

| Afkortingen bij de nummering van de publicaties : | | Abréviations dans la numérotation des publications : | |
|---|--|--|---|
| DOC 54 0000/000 | Parlementair stuk van de 54 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer | DOC 54 0000/000 | Document parlementaire de la 54 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif |
| QRVA | Schriftelijke Vragen en Antwoorden | QRVA | Questions et Réponses écrites |
| CRIV | Voorlopige versie van het Integraal Verslag | CRIV | Version provisoire du Compte Rendu Intégral |
| CRABV | Beknopt Verslag | CRABV | Compte Rendu Analytique |
| CRIV | Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) | CRIV | Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) |
| PLEN | Plenum | PLEN | Séance plénière |
| COM | Commissievergadering | COM | Réunion de commission |
| MOT | Moties tot besluit van interpellaties (op beige kleurig papier) | MOT | Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige) |

| | |
|---|---|
| <p>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</p> <p>Bestellingen :</p> <p>Natieplein 2</p> <p>1008 Brussel</p> <p>Tel. : 02/ 549 81 60</p> <p>Fax : 02/549 82 74</p> <p>www.dekamer.be</p> <p>e-mail : publicaties@dekamer.be</p> | <p>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</p> <p>Commandes :</p> <p>Place de la Nation 2</p> <p>1008 Bruxelles</p> <p>Tél. : 02/ 549 81 60</p> <p>Fax : 02/549 82 74</p> <p>www.lachambre.be</p> <p>e-mail : publications@lachambre.be</p> |
|---|---|

INHOUD

- Vraag van de heer Philippe Pivin aan de minister van Justitie, belast met de Regie der Gebouwen, over "het toezicht op gedetineerden die veroordeeld werden voor terreurmisdrijven" (nr. 28534) 1
Sprekers: Philippe Pivin, Koen Geens, minister van Justitie, belast met de Regie der Gebouwen
- Vraag van de heer Philippe Pivin aan de minister van Justitie, belast met de Regie der Gebouwen, over "de Grote Moskee in Brussel" (nr. 28627) 3
Sprekers: Philippe Pivin, Koen Geens, minister van Justitie, belast met de Regie der Gebouwen
- Vraag van de heer Philippe Goffin aan de minister van Justitie, belast met de Regie der Gebouwen, over "de omzendbrief van de procureurs-generaal en de relatie met de pers" (nr. 28770) 5
Sprekers: Philippe Goffin, Koen Geens, minister van Justitie, belast met de Regie der Gebouwen

SOMMAIRE

- Question de M. Philippe Pivin au ministre de la Justice, chargé de la Régie des Bâtiments, sur "le contrôle des détenus terroristes" (n° 28534) 1
Orateurs: Philippe Pivin, Koen Geens, ministre de la Justice, chargé de la Régie des Bâtiments
- Question de M. Philippe Pivin au ministre de la Justice, chargé de la Régie des Bâtiments, sur "la Grande Mosquée de Bruxelles" (n° 28627) 3
Orateurs: Philippe Pivin, Koen Geens, ministre de la Justice, chargé de la Régie des Bâtiments
- Question de M. Philippe Goffin au ministre de la Justice, chargé de la Régie des Bâtiments, sur "la circulaire des procureurs généraux et les relations avec la presse" (n° 28770) 5
Orateurs: Philippe Goffin, Koen Geens, ministre de la Justice, chargé de la Régie des Bâtiments

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

COMMISSION DE LA JUSTICE

van

du

WOENSDAG 13 FEBRUARI 2019

MERCREDI 13 FEVRIER 2019

Namiddag

Après-midi

La réunion publique de commission est ouverte à 12 h 38 et présidée par M. Philippe Goffin.
De openbare commissievergadering wordt geopend om 12.38 uur en voorgezeten door de heer Philippe Goffin.

01 Question de M. Philippe Pivin au ministre de la Justice, chargé de la Régie des Bâtiments, sur "le contrôle des détenus terroristes" (n° 28534)

01 Vraag van de heer Philippe Pivin aan de minister van Justitie, belast met de Regie der Gebouwen, over "het toezicht op gedetineerden die veroordeeld werden voor terreurmisdriven" (nr. 28534)

01.01 Philippe Pivin (MR): Monsieur le ministre, nous savons que la gestion et le contrôle des personnes radicalisées et condamnées pour terrorisme constituent une grande difficulté pour les services pénitentiaires. D'autre part, nous lisons de plus en plus souvent que des experts mettent en doute l'efficacité des programmes de déradicalisation religieuse de ces détenus. Ce gouvernement a pris des mesures pour lutter et pour se protéger des menaces terroristes. Indéniablement, le plan d'action 2015 a permis des avancées. Cependant, il nous paraît impératif de renforcer nos outils pour protéger nos concitoyens d'une menace qui est accrue en raison de la libération prochaine de détenus condamnés pour agissements terroristes.

01.01 Philippe Pivin (MR): De penitentiaire diensten hebben het moeilijk om vat te krijgen op geradicaliseerde en voor terrorisme veroordeelde personen en om toezicht op hen uit te oefenen. De efficiëntie van de deradicaliseringsprogramma's voor dergelijke gedetineerden wordt ook in twijfel getrokken. Ondanks het actieplan van 2015 ter bestrijding van het terrorisme, moeten we de maatregelen nog verscherpen om ons te beschermen tegen de verhoogde dreiging wanneer sommige van die gevangenen binnen afzienbare tijd vrijkomen.

Monsieur le ministre, voici mes questions.

Tout d'abord, avez-vous pris récemment des mesures en matière de programmes de désengagement et de déradicalisation pendant l'exécution des peines de prison ou après la libération des détenus?

Ensuite, combien de personnes sont-elles aujourd'hui suivies à l'issue de leur emprisonnement, notamment par la plate-forme de concertation permanente? Un travail d'analyse du profil de risque est-il mené? Si oui, par qui?

Par ailleurs, le *screening* des visiteurs de détenus a-t-il uniquement lieu dans les sections Deradex? Quel en a été le nombre au cours des deux dernières années?

Un référent est-il actif dans chaque établissement pénitentiaire? Sinon, dans lesquels? En trouve-t-on seulement dans les Deradex?

Enfin, dans le cadre de la coopération franco-belge, des harmonisations ont-elles été effectuées entre services en 2018 dans le système d'information Schengen sur le plan des modalités de signalement des détenus radicalisés qui sortent de prison?

Welke recente maatregelen werden er op dat vlak genomen?

Hoeveel personen worden er na hun vrijlating gevolgd, meer bepaald via het permanente overlegplatform? Wie maakt de risicoafweging? Is er een referentiepersoon in alle penitentiaire inrichtingen, in sommige, of enkel in de Deradexafdelingen? Werden de modaliteiten voor het seinen van vrijgelaten gedetineerden in het Schengeninformatiesysteem geharmoniseerd?

01.02 **Koen Geens**, ministre: Monsieur Pivin, le processus de désengagement est assumé en premier lieu par les Communautés, la justice jouant un rôle de facilitateur afin qu'elles puissent développer leurs activités dans les différents établissements.

Ce trajet visant ainsi et aussi la réintégration sociale est tracé sur mesure pour chaque individu et comprend les aspects sécuritaires et socio-préventifs, garantissant la continuité du suivi.

Les centres de formation pénitentiaire ont organisé en 2016 une formation relative au désengagement pour les imams et les conseillers islamiques.

Nous ne disposons pas d'un aperçu des suivis postérieurs à la détention. Actuellement, 222 détenus sont suivis en interne pour des actes d'extrémisme et de terrorisme, tant sur le plan local que central. La cellule Extrémisme (CelEx) de la DG EPI réalise le suivi et la mise à jour à l'aide d'une analyse de risque permanente de ces détenus – en concertation avec les partenaires de sécurité externes tels que l'OCAM, DJSOC Terro, la Sûreté de l'État (VSSE) etc. – et sur la base des observations de ces détenus, ce afin de contrôler les risques.

À cette fin, des groupes de travail existent et les informations pertinentes sont échangées par la banque de données commune de l'OCAM. Pour chaque détenu suivi par CelEx, il est procédé à un *screening* de la liste complète des visiteurs. De plus, CelEx contrôle aussi si des personnes liées au terrorisme se trouvent parmi les visiteurs de chaque détenu et non seulement des détenus CelEx: les identités des visiteurs sont comparées avec les entités reprises dans la base de données communes de l'OCAM. Le cas échéant, la direction régionale en est informée.

Chaque prison hébergeant des détenus radicalisés dispose d'un nombre de personnes de référence tant au sein de la direction locale du service psychosocial qu'au sein du personnel surveillant et donc pas uniquement dans les prisons d'Ittre et d'Hasselt. Toutes ces personnes ont reçu une formation spécialisée. Prochainement, des managers d'information locale seront désignés pour intervenir comme points de contact entre les services de sécurité locaux et les services centraux. Les sections Deradex d'Ittre et d'Hasselt sont évaluées en permanence. Les résultats de ces évaluations et les adaptations seront publiés dans le courant de cette année.

La coopération franco-belge en matière de terrorisme est déjà particulièrement intense tant au niveau stratégique qu'opérationnel. Il existe une approche spécifique sur les signalements nationaux et Schengen au niveau belge. S'agissant des personnes qui sortent des prisons et qui sont radicalisées, il existe des discussions entre certains services belges et leurs homologues français sur le suivi des ex-détenus radicalisés.

Il ne me semble pas opportun d'entrer plus dans le détail.

01.03 **Philippe Pivin** (MR): Monsieur le ministre, je voudrais tout d'abord vous remercier pour les précisions que vous m'avez apportées.

Vous parlez des évaluations Deradex en indiquant qu'elles auront lieu

01.02 **Minister Koen Geens**: Het disengagementtraject wordt in de eerste plaats door de Gemeenschappen georganiseerd; Justitie fungeert daarbij als facilitator. De opleidingscentra voor penitentiair personeel hebben in dat verband in 2016 een specifieke vorming voor de imams en islamconsulenten georganiseerd. We beschikken niet over een overzicht met betrekking tot de opvolging na de detentie. De cel Extremisme van het DG EPI verzorgt de interne opvolging en de bijsturing ervan via een permanente risicoanalyse van de betrokken gedetineerden, in overleg met de externe veiligheidspartners.

De relevante gegevens worden uitgewisseld via de gemeenschappelijke gegevensbank van OCAD. De lijst van bezoekers van elke gedetineerde die door de cel Extremisme (CelEx) wordt opgevolgd, wordt onderzocht. De CelEx onderzoekt ook de mogelijke banden met het terrorisme van de bezoekers van elke gedetineerde. De identiteitsgegevens worden vergeleken met die in de gegevensbank van OCAD.

Elke gevangenis met geradicaliseerde gedetineerden beschikt over meerdere referentiepersonen in de psychosociale dienst of onder de bewakers. Ze hebben allemaal een gespecialiseerde opleiding gekregen. De Deradex-afdelingen van Ittre en Hasselt worden voortdurend geëvalueerd.

De Frans-Belgische samenwerking op het gebied van inlichtingen is al vergevorderd. De Belgische en Franse inlichtingendiensten bespreken de follow-up van geradicaliseerde ex-gedetineerden.

01.03 **Philippe Pivin** (MR): Ik neem aan dat u gehoord hebt over het disengagement-programma 'Césure'. Werd uw administratie hierbij betrokken?

dans le courant 2019. Pouvez-vous être un peu plus précis à ce sujet. Nous sommes maintenant au mois de février? Il reste encore une dizaine de mois. Pouvez-vous me dire si cela aura lieu à la fin ou plutôt au début de cette année?

J'imagine que vous avez entendu parler du programme de désengagement Césure qui est organisé au niveau de la Communauté française Wallonie-Bruxelles. Pouvez-vous me dire si votre administration et votre cabinet sont associés à ce programme de désengagement qui a pour objet de former des travailleurs – si je suis bien informé – au suivi, pendant plusieurs mois, de personnes radicalisées, et qui commence donc par offrir des formations à ces travailleurs?

01.04 Koen Geens, ministre: Monsieur Pivin, en ce qui concerne votre première question, vous connaissez la réponse classique qu'on formule en anglais: "*as soon as possible*".

01.04 Minister Koen Geens: Dat programma is mij bekend. We werken op dat vlak niet perfect maar wel intens samen met de Gemeenschappen, die een zeer uiteenlopende aanpak hebben.

Pour ce qui est de la deuxième question, je suis effectivement au courant de l'existence de ce programme. Je crois qu'on en a parlé dans le cadre de la Conférence interministérielle des maisons de justice. En tout état de cause, la collaboration entre mon administration et les Communautés quant à la déradicalisation – l'approche étant d'ailleurs tout à fait différente côté néerlandophone et côté francophone – est intense. Elle n'est pas parfaite mais intense.

01.05 Philippe Pivin (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie.

Je sais que les approches sont différentes. Il avait effectivement été souligné, dans le cadre de la commission d'enquête sur les attentats, qu'il y avait de profondes différences. Merci, monsieur le ministre.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

02 Question de M. Philippe Pivin au ministre de la Justice, chargé de la Régie des Bâtiments, sur "la Grande Mosquée de Bruxelles" (n° 28627)

02 Vraag van de heer Philippe Pivin aan de minister van Justitie, belast met de Regie der Gebouwen, over "de Grote Moskee in Brussel" (nr. 28627)

02.01 Philippe Pivin (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, j'en reviens à la commission d'enquête parlementaire. Parmi ses recommandations figurait en bonne place un changement de gestion de la Grande Mosquée de Bruxelles afin de la soustraire à une tutelle étrangère en opposition à nos valeurs et droits fondamentaux.

02.01 Philippe Pivin (MR): De federale regering besliste een jaar geleden de concessieovereenkomst tussen de Belgische Staat en de Grote Moskee op te zeggen, teneinde de moskee te onttrekken aan een buitenlandse toezichthebbende instantie waarvan de opvattingen haaks staan op onze waarden en grondrechten. Op 1 februari vond er een vergadering plaats over dit issue.

Il y a un an environ, le gouvernement fédéral décidait de rompre la convention de concession liant l'État belge à la Grande Mosquée. J'ai appris que ce vendredi 1^{er} février, vous avez tenu une réunion à ce sujet.

Monsieur le ministre, qui participait à votre réunion et quelles décisions y ont-elles déjà été prises pour la gestion de la mosquée?

Wie zat er mee om de vergadering? Wat werd er beslist? Hoe zal men het beheer, het gebruik en de financiële exploitatie controleren? Zal de termijn van een jaar die de

Quel contrôle est-il prévu concernant la gestion, l'occupation et l'exploitation financière de ce lieu?

Ma question la plus précise porte sur le délai d'un an donné par le gouvernement au mois de mars 2018. Sera-t-il respecté par les responsables du culte islamique en Belgique?

Enfin, une procédure de demande de reconnaissance a-t-elle été introduite à votre connaissance auprès des autorités régionales bruxelloises? Avez-vous déjà été sollicité pour avis dans le cadre de cette procédure de reconnaissance?

02.02 **Koen Geens**, ministre: Monsieur le président, monsieur Pivin, le 1^{er} février, un représentant de mon cabinet et un conseiller du ministre-président bruxellois ont tenu une réunion d'information sur l'avenir de la Grande Mosquée, à la Grande Mosquée même. Cette réunion visait à rassurer les fidèles suite au départ annoncé de son gestionnaire actuel, le Centre islamique et culturel de Belgique (CICB). Pour l'instant, le CICB est encore le gestionnaire de la Grande Mosquée. Une fois que la convention sera rompue définitivement, l'Exécutif des Musulmans de Belgique sera chargé d'assurer temporairement la gestion du bâtiment, le temps qu'il soit possible de mettre en oeuvre les recommandations de la commission d'enquête de la Chambre des représentants, qui requiert notamment l'implication de la communauté locale des fidèles.

Il revient alors à l'Exécutif des Musulmans de Belgique de désigner un comité de gestion temporaire, de veiller à son fonctionnement et de l'aider à introduire une demande de reconnaissance auprès de la Région de Bruxelles-Capitale, conformément à la législation de cette Région.

02.03 **Philippe Pivin** (MR): Monsieur le ministre, vous ne m'avez pas répondu sur le délai. Sera-t-on souple concernant ce délai, ou exige-t-on des occupants actuels qu'ils quittent les lieux dès l'expiration de la période de préavis?

02.04 **Koen Geens**, ministre: Nous sommes toujours très rigides quant aux principes et très souples quant à leur application. En latin, cela se formule *fortiter in re suaviter in modo*. Je parle maintenant l'anversois. Dès lors, je crois que les choses auront lieu en mars.

02.05 **Philippe Pivin** (MR): Monsieur le ministre, merci pour ces précisions, et pour leur formulation humoristique.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

Le **président**: La question n° 28513 de Mme Lambrecht est transformée en question écrite, de même que la question n° 28656 de M. Maingain. La question n° 28766 de Mme Van Cauter est reportée.

03 **Question de M. Philippe Goffin au ministre de la Justice, chargé de la Régie des Bâtiments, sur "la circulaire des procureurs généraux et les relations avec la presse" (n° 28770)**

regering in maart 2018 heeft verleend worden gerespecteerd?

Werd er een aanvraag tot erkenning ingediend bij de Brusselse gewestelijke overheid?

02.02 **Minister Koen Geens**: Een vertegenwoordiger van mijn kabinet heeft samen met een adviseur van de minister-president van het Brussels Gewest een vergadering bijgewoond in de Grote Moskee van Brussel om de gelovigen gerust te stellen naar aanleiding van het vertrek van de huidige beheerder, met name het Islamitisch en Cultureel Centrum van België. Als de overeenkomst definitief verbroken is, zal het Executief van de Moslims van België belast worden met het tijdelijke beheer van het gebouw. Vervolgens zal het een beheerscomité moeten aanstellen, toezicht houden op de werking ervan en het ondersteunen bij het indienen van een aanvraag tot erkenning.

02.03 **Philippe Pivin** (MR): Is de deadline onveranderlijk en zal die nageleefd worden?

02.04 **Minister Koen Geens**: *"Fortiter in re, suaviter in modo"*, met andere woorden: we zullen streng vasthouden aan de principiële kant van de zaak en ons erg soepel opstellen wat betreft de manier waarop de regels toegepast worden. De geplande deadline is nog steeds de maand maart.

03 Vraag van de heer Philippe Goffin aan de minister van Justitie, belast met de Regie der Gebouwen, over "de omzendbrief van de procureurs-generaal en de relatie met de pers" (nr. 28770)

03.01 Philippe Goffin (MR): Monsieur le ministre, une nouvelle circulaire du Collège des procureurs généraux du mois de décembre dernier donne aux magistrats de presse une quasi-exclusivité dans les rapports entre la justice et les journalistes. On apprend en effet que cette circulaire, établie selon mes informations sans aucune concertation avec le monde des médias, prévoit que les reportages télévisés devront faire l'objet de la signature de conventions entre le média et le magistrat de presse et que celui-ci pourra "faire effacer ou interdire la diffusion de textes, paroles ou images, sans avoir à en justifier la raison ou le fondement auprès de son interlocuteur".

L'Association des journalistes professionnels (AJP) s'indigne et s'inquiète de ces dispositions particulièrement inquiétantes pour les journalistes et pour la liberté d'informer. En outre, l'AJP rappelle que la liberté du travail journalistique est garantie dans la Constitution et son article 25.

Cette circulaire prévoit encore: l'interdiction aux magistrats de presse de participer à des reportages qui remettraient en cause une décision définitive; des conditions à respecter pour les journalistes, par exemple obtenir l'autorisation des suspects pour tourner un reportage; la maîtrise de sa communication pour le magistrat de presse.

Monsieur le ministre, cette circulaire pose plusieurs questions.

À l'avenir, comment mettre en lumière une éventuelle erreur judiciaire alors que les magistrats seraient interdits de parole dans les reportages qui remettraient en cause une décision définitive?

On imagine que les suspects ne donneront plus leur accord pour ces émissions concernant des affaires en cours. Où est dès lors la liberté d'informer? Les organes de presse devront-ils attendre qu'une affaire soit jugée définitivement avant de pouvoir diffuser des reportages?

Enfin, si le magistrat de presse peut choisir à qui il parle, où est le devoir d'équité du ministère public? Comment le magistrat de presse va-t-il choisir le journaliste à qui il parle? Sur la base de quels critères?

03.02 Koen Geens, ministre: Monsieur Goffin, j'ai soumis vos questions au Collège des procureurs généraux qui m'a donné les réponses suivantes.

La circulaire ne peut inciter les magistrats et policiers à user de voies extralégales pour contester une vérité judiciaire établie par une décision définitive. Il existe une procédure légale destinée à pouvoir remettre en cause une condamnation pénale coulée en force de chose jugée lorsque de nouveaux éléments apparaissent après le prononcé de la décision. Il s'agit de la révision.

Par contre, la loi ne permet pas de remettre en cause une décision définitive d'acquiescement. Lorsqu'une personne a fait l'objet d'une

03.01 Philippe Goffin (MR): Overeenkomstig de omzendbrief van het College van procureurs-generaal worden de betrekkingen tussen het gerecht en de journalisten nagenoeg exclusief toevertrouwd aan de persmagistraten. De televisiejournalisten zullen een overeenkomst met de magistraten moeten ondertekenen, en laatstgenoemden zullen de verspreiding van teksten, verklaringen of beelden kunnen verbieden en teksten, verklaringen of beelden kunnen laten wissen zonder dat ze dit moeten verantwoorden.

De Franstalige vereniging van beroepsjournalisten *Association des journalistes professionnels* (AJP) is verontwaardigd over deze zorgwekkende bepalingen. De omzendbrief bepaalt dat het voor persmagistraten verboden is deel te nemen aan reportages waarin een definitieve uitspraak kan worden ondergraven, en dat verdachten hun toestemming moeten geven voor de reportage.

Hoe zit het dan met de vrijheid van informatieverstrekking? Moeten mediakanalen wachten tot er bij een rechtszaak een definitieve uitspraak is voordat ze er een reportage over kunnen uitzenden? Als een persmagistraat kan kiezen met wie hij spreekt, hoe zit het dan met de billijkheidsplicht van het openbaar ministerie?

03.02 Minister Koen Geens: Ik heb uw vragen voorgelegd aan het College van procureurs-generaal, dat me de volgende antwoorden heeft gegeven.

De omzendbrief mag magistraten en politieagenten er niet toe aanzetten om onwettige middelen te gebruiken om een juridische waarheid te betwisten die bij een definitieve uitspraak werd vastgesteld. Er bestaat een wettelijke

décision d'acquiescement, des magistrats ou des fonctionnaires de police ne peuvent participer à un reportage dont l'objectif serait de remettre en cause ce jugement ou cet arrêt, auquel cas ils risqueraient d'engager la responsabilité de l'État belge s'ils tenaient des propos susceptibles d'induire l'idée que nonobstant la décision d'acquiescement, les faits sont néanmoins établis ou fort probablement établis dans le chef de la personne ayant été mise hors de cause.

En cas de décision de condamnation, il convient d'éviter que les propos tenus par des magistrats ou des fonctionnaires de police ne viennent compromettre le bon déroulement d'une procédure de révision que le condamné voudrait entreprendre en préjugant de son issue.

En tout état de cause, rien n'empêche un journaliste de réaliser un reportage sur une affaire jugée en interviewant toute personne étrangère à la justice ou à la police qu'il jugerait susceptible d'apporter un nouvel éclairage sur l'affaire. Première réponse du Collège.

Deuxième réponse du Collège: il convient de distinguer deux choses - d'une part la liberté d'informer, permettant aux journalistes de recueillir des informations auprès de toute personne qui accepte de lui répondre et, d'autre part, le droit pour quiconque de refuser de répondre à des questions émanant de la presse ou d'être filmé dans une circonstance donnée. Autant le droit de recueillir des informations pour le journaliste doit être le plus vaste possible, autant le respect de la présomption d'innocence et de la vie privée doit permettre à toute personne impliquée dans une affaire judiciaire de refuser de se laisser filmer ou de se laisser interviewer.

Troisième réponse du Collège: la circulaire prévoit expressément que l'information est communiquée exclusivement à des journalistes professionnels. En revanche, la circulaire impose un principe d'égalité entre les journalistes et ne permet pas que certains reçoivent davantage d'informations que d'autres.

Fin de citation des trois réponses du Collège.

Merci, monsieur Goffin.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

Le **président**: Les questions jointes n^{os} 28694 et 28700 de Mme Van Vaerenbergh et M. Janssens sont transformées en questions écrites.

*La réunion publique de commission est levée à 12 h 54.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.54 uur.*

procedure (de herroeping) die bedoeld is om een strafrechtelijke veroordeling die in kracht van gewijsde is gegaan ter discussie te stellen als er nieuwe feiten opduiken na de uitspraak.

Als een persoon werd vrijgesproken, mogen magistraten of politieagenten niet deelnemen aan een reportage waarin het vonnis of arrest wordt betwist, anders lopen ze het risico dat de Staat aansprakelijk wordt gesteld.

Niets belet een journalist om over een rechtszaak een reportage te maken door personen buiten het gerecht of de politiediensten te interviewen die volgens hem een nieuw licht kunnen werpen op de zaak.

Voor het College moet er een onderscheid gemaakt worden tussen de vrijheid van informatieverstrekking en het recht om te weigeren vragen van de pers te beantwoorden of in bepaalde omstandigheden te worden gefilmd.

De omzendbrief bepaalt dat de informatie uitsluitend aan beroepsjournalisten mag worden meegegeeld. In de omzendbrief wordt een beginsel van gelijkheid tussen journalisten opgelegd.